

Carte blanche



Bernard Adam

Directeur du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP)

Iran : comment arrêter la prolifération nucléaire ?

Un Iran possédant l'arme nucléaire pourrait être une nouvelle menace pour la sécurité internationale. Mais comment l'empêcher de la détenir ? Comme l'a indiqué le 3 mars dernier, le vice-président américain Dick Cheney, « toutes les options sont encore possibles ». Implicitement, cela signifie que le scénario d'une attaque militaire serait envisageable par les Américains, éventuellement aidés par les Israéliens. Ce serait alors une action unilatérale, sans l'accord du Conseil de sécurité, puisque la Russie et la Chine y mettraient leur veto.

Une invasion terrestre est impensable après le bourbier irakien. En revanche, des frappes aériennes ciblées sur les sites concernés par le programme nucléaire font partie des scénarios envisagés par les Américains. Outre cinq ou six sites identifiés comme principaux, ce sont également des dizaines, sinon des centaines d'autres lieux qui sont impliqués dans ce programme, dont certains sont enterrés, à l'abri de frappes aériennes. De plus, les services de renseignement américains n'ont pas pu les

situer. Une telle opération serait dès lors peu efficace pour démanteler le programme iranien.

Les conséquences d'une telle action militaire risquent de créer l'effet inverse de celui escompté. D'abord, comme les sites identifiés du programme nucléaire iranien sont situés dans ou en bordure de villes, les victimes civiles seraient nombreuses. Cela décuplerait alors les motivations de ceux qui, en Iran, poussent au développement du nucléaire militaire, et cela convaincrerait de s'y rallier ceux qui actuellement n'y sont pas favorables, dans un réflexe de cohésion nationale face à l'ennemi extérieur. Comme l'estime Frank Barnaby, ancien directeur du SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), l'hypothèse d'une reconstruction accélérée des sites détruits est plausible et le résultat serait que l'Iran pourrait se doter de la bombe atomique en quelques mois, plutôt qu'en quelques années. Le scénario de frappes aériennes est le meilleur moyen pour accélérer la détention de l'arme nucléaire par les Iraniens.

Mohamed El Baradei, le directeur de l'AIEA, ne cesse de répéter dans cette crise, la solution ne peut qu'être diplomatique et en aucun cas militaire. Face au manque de bonne volonté iranienne, certains perdent patience. Les Européens du « groupe des 3 » (France, Royaume-Uni et Allemagne) tentent une médiation depuis 2003 mais sans succès apparent. Pour Hans Blix, ancien directeur de l'AIEA, la méthode de négociation devrait être modifiée. Il estime qu'en n'offrant aucune garantie de sécurité aux Iraniens (que les Américains leur refusent), ceux-ci se sentent humiliés et en danger. Donc, ils continueront à assurer eux-mêmes leur sécurité en poursuivant leur programme nucléaire.

Après les sanctions adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies dans les résolutions 1737 du 23 décembre 2006 et 1747 du 24 mars 2007, serait-il possible d'aboutir à une issue négociée ? Il faut l'espérer, mais ce n'est pas en brandissant constamment des menaces que l'on pourrait réintégrer l'Iran dans la Communauté

internationale.

Les clés de la solution se trouvent essentiellement à Téhéran et à Washington. Dans les deux capitales, les conceptions politiques en matière de sécurité sont quasi identiques. Des deux côtés, on privilégie les moyens militaires et unilatéraux, en dehors du droit international. Il n'est pas étonnant d'ailleurs de constater que dans toutes les discussions récentes dans le domaine de la maîtrise des armements, les États-Unis et l'Iran ont défendu de concert avec une peti-

Le rôle de l'Europe : convaincre les Iraniens d'adopter une attitude de coopération avec les inspecteurs de l'AIEA

te minorité d'une dizaine d'autres pays, la même ligne en refusant tout progrès et toute avancée dans la réduction des armements.

La solution serait donc un dialogue direct entre l'Iran et les États-Unis, ces derniers étant les seuls à pouvoir accorder à Téhéran les « garanties de sécurité » qu'ils demandent depuis de nombreuses années. Cela nécessiterait que les

États-Unis découpent leurs objectifs. D'une part, en aboutissant à un accord de sécurité incluant l'abandon du programme nucléaire militaire par l'Iran, contre une garantie de sécurité accordée par les États-Unis. D'autre part, en abandonnant l'idée erronée qu'on peut changer un régime par la force. C'est au contraire par des moyens d'influence pacifiques que l'on permettra de renforcer, en Iran, le camp des progressistes. Mais cela prendra du temps. Et il n'est pas certain que le président Bush aura la capacité de changer sa position, d'autant plus qu'en face, le président Ahmadinejad fait tout pour maintenir un climat de tension. Aucun des deux présidents ne veut perdre la face et chacun campe sur ses positions. Il faudra peut-être attendre les prochaines échéances présidentielles (janvier 2008 aux États-Unis et août 2009 en Iran) pour sortir de l'impasse.

En attendant, le rôle de l'Union européenne reste important puisque la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne peuvent continuer à jouer la carte de la médiation en-

tre les deux parties. C'est-à-dire freiner les desseins militaires des Américains, et convaincre les Iraniens d'adopter une attitude de coopération avec les inspecteurs de l'AIEA. Mais pour renforcer l'attrait d'un accord négocié, l'Union européenne devrait proposer davantage à l'Iran, en relançant par exemple les discussions en vue d'accords de coopération économique. En pleine crise économique, les Iraniens ont un besoin crucial de relance de la production nationale, impossible à atteindre sans une aide extérieure. Une offre européenne serait donc la bienvenue et aurait l'avantage de créer un nouveau climat de confiance avec les partenaires extérieurs de l'Iran, ce qui empêcherait les conservateurs radicaux iraniens d'utiliser l'argument de la menace extérieure. Cela renforcerait au contraire le camp des réformateurs, actuellement dans l'opposition, qui appellent depuis toujours à une plus grande clairvoyance des pays occidentaux dans leur politique à l'égard de Téhéran. ■